

Observations finales

Joseph MORSEL

Le résultat des discussions de Xanten ne se limite pas au seul constat qui vient d'être fait à propos de l'ouvrage de P. Blickle, à savoir que notre objet a un sens à l'échelle occidentale et qu'il est une invitation à poursuivre résolument au moins dans les directions signalées en introduction (rapport de production, parenté, spatialité). Les débats ont en effet montré, explicitement ou implicitement, les problèmes que nous avons à surmonter. Je me contenterai d'en souligner quelques traits.

I.– Le poids des traditions historiographiques nationales

Dans chaque pays, on travaille de manière différente (ce qui en soi n'était pas inévitable), et il n'est pas sûr que cela soit dû seulement à la nature des sources (sources manoriales anglaises, notariales italiennes, *fueros* espagnols et chartes de franchises françaises, *Weistümer* allemands, poids des archives royales en France et en Espagne, etc.). Cela correspond surtout à de longues traditions historiographiques, orientées initialement vers la quête mythique des origines des sociétés contemporaines, sous l'angle de chacun des romans nationaux – des traditions historiographiques dont il est difficile de s'abstraire même lorsqu'on en est conscient.

Le chemin de l'objectivation de ces mythologies est loin d'être accompli, c'est-à-dire que les traits spécifiques (c'est-à-dire fondamentalement nos cages mentales) sont encore loin d'être tous reconnus et critiqués : la plupart d'entre nous ont surtout insisté sur ce qui a été fait dans leur propre pays – mais a assez peu déconstruit les tenants et les aboutissants des orientations historiographiques majeures. Ces traditions historiographiques pèsent d'autant plus lourd sur nous qu'il est parfois très difficile de s'en dégager, même lorsqu'on en a conscience, parce qu'elles informent tous les travaux historiques qui ont été faits jusqu'alors et sur lesquels nous tendons à nous appuyer. C'est ainsi le cas de la coupure ville/village, qui a engendré deux historiographies distinctes (histoire rurale *vs.* histoire urbaine) dont la réarticulation est presque vaine : faut-il tout recommencer à zéro ? C'est possible – en tout cas, cela ne doit pas être rejeté d'emblée.

Je signalerai en outre l'existence d'un ancêtre fantôme, qui a joué un rôle déterminant dans les approches du phénomène communautaire mais dont la marque explicite est aujourd'hui bien pâle – ce qui s'oppose donc à la déconstruction de son héritage : il s'agit de Gierke, qui joue non seulement un rôle important en Allemagne, mais aussi vit encore en Espagne à travers Sanchez Albornoz, en Italie à travers l'historiographie juriste, etc. C'est notamment de lui que semble provenir l'opposition systématique entre la domination verticale et l'association horizontale, dont Chris Wickham a montré qu'elle pouvait être beaucoup plus nuancée.

II.– Le problème du sens des observations

Les problèmes spécifiques que nous avons rencontrés et qui se sont traduits par des discussions et désaccords portent principalement sur le sens des mots, sur le sens des formes sociales et sur le sens des échelles d'analyse.

Du point de vue des mots, les problèmes se posent à trois niveaux : d'une part, il s'agit du problème du sens des termes présents dans les documents que nous utilisons (p. ex. *solar*, *vicini*, *bauer*, etc.) et que nous tendons à transformer en réalités substantielles alors qu'il s'agit toujours de formalisations de rapports sociaux... D'autre part, il s'agit du problème des mots-outils propres à telle ou telle historiographie (*comunidad de aldeia* espagnole, *quasi-città* italienne, *Minderstadt* allemande, *vill* anglais ou *village* français, mais aussi la *communauté* des archéologues distincte de la *communauté* des historiens, etc.), sans parler de tous les mots connexes comme *paysan*, *artisan*, etc., qui contribuent d'emblée à infléchir notre perception et notre reconstitution des fonctionnements sociaux.

Enfin et corollairement, il s'agit de l'opportunité ou non de se doter d'un terme spécifique, qui fasse apparaître la nature sociale (et pas seulement institutionnelle) *différente* des formes d'organisation postérieures au XI^e siècle, sans pour autant réifier la différence en question. Ce terme devrait donc être étranger au vocabulaire courant des sources, qui accuse en outre une inertie qui induit toutes les confusions possibles, de même que devraient être évités les termes d'usage postérieur. « Commune », *Gemeinde*, etc. devraient ainsi probablement être absolument évités.

Se posent également des problèmes d'interprétation sociale, et ce à deux niveaux. D'une part, les débats ont clairement montré que nous sommes incapables d'interpréter de manière homogène des phénomènes sociaux dont nous admettons la description. C'est notamment le cas à propos de la force de la parenté : les cas de la Fontanabuona et des villes de Castille et León ont montré que les rapports de parenté peuvent être instrumentalisés à des fins de domination sociale – est-ce le signe de son importance sociale, ou n'est-ce pas plutôt le signe de ce qu'elle n'est plus primo-structurante ? Lorsqu'en Angleterre, la protection offerte par les parents est remplacée par celle de la justice, est-ce le signe d'un déclin de la solidarité parentale, ou n'est-ce qu'un changement fonctionnel de la parentèle ? En l'occurrence, il s'agit de comprendre ce que veut dire une expression abstraite comme « la force des rapports de parenté », ce qui est loin d'être simple. Les divergences d'interprétation ne se placent pas ici entre les diverses historiographies nationales, mais en leur sein : le problème est tout simplement celui d'une approche abstraite des rapports sociaux face à la mesure empirique des pratiques sociales. Il s'agit donc de définir sur quel plan nous devons tenter d'appréhender la formation des communautés d'habitants : au niveau des pratiques, ou au niveau de l'articulation des rapports sociaux.

D'autre part, il s'agit de parvenir à articuler les discours sociaux et la structuration sociale. Ainsi, le problème du caractère fictivement homogène des communautés a été abordé à diverses reprises : s'agit-il d'un effet de discours d'origine seigneurial, ou alors communautaire, fournissant une image lisse (comme celle produite par le syntagme allemand *arm und reich*) parce que soit le seigneur, soit la communauté a intérêt à effacer les différences sociales internes, ou encore à définir un critère commun permettant de circonscrire un nombre restreint de bénéficiaires responsables ? S'agit-il du résultat d'une confrontation entre pouvoir seigneurial et membres de la communauté, qui tend à styliser les formes d'appartenance sociale ? S'agit-il de nos propres procédures, à partir de nos propres représentations contemporaines de la communauté ? Que faisons-nous des habitants sans terres dans les villages, ceux qui n'ont pas de *solares* en Espagne, de *Höfe* en Allemagne, etc. ? Que faisons-nous des juifs, exclus des institutions communales et pourtant désignés comme *concives* dans de nombreuses villes allemandes ? Tous ces gens sont exclus de la commune/*Gemeinde* au sens institutionnel, mais devons-nous les inclure dans la communauté ? On aurait ainsi clairement affaire à une hétérogénéité sociale beaucoup plus grande que la simple gradation sociale sur laquelle les formules *arm und reich* ou 'le fort portant le faible' attirent l'attention au moment même où elles affirment leur dépassement...

Se posent enfin des problèmes de choix d'échelle spatiale. La multiplicité des échelles à l'œuvre dans les pratiques spatiales communautaires est clairement apparue dans le cas de Thoury (où les pratiques communautaires se déroulent soit au niveau du hameau, soit de la paroisse, soit d'un groupe de paroisses), ce qui pose la question de l'existence soit d'un espace communautaire hétérogène et perméable, soit d'une multiplicité d'espaces communs formant un espace communautaire unique et cohérent mais multidimensionnel, et surtout du poids des échelles adoptées par l'historien dans l'évaluation de l'existence ou non d'un espace communautaire.

Dans tous les cas, il s'est avéré que la dimension spatiale des communautés et les pratiques spatiales y afférentes (pratiques collectives, ou communautaires, ou communales dans le finage [parcours, entretien des clôtures, etc.], existence d'espaces « publics » [allant jusqu'au cimetière], délimitations, ségrégations, désignations, modes d'identification, etc.) ont été jusqu'à présent

insuffisamment étudiées, au profit d'approches principalement institutionnelles. Dès lors, le problème de l'échelle d'analyse ne se posait pour ainsi dire pas...

III.– Quelques impératifs méthodologiques

De cet ensemble de problèmes, je me permets de déduire quelques impératifs méthodologiques qui me semblent se poser à nous pour la suite des opérations. Nous sommes tous d'accord sur le principe d'un travail interdisciplinaire, intégrant tant des archéologues que des ethnologues ou sociologues. Mais pour dépasser tant les pièges des traditions historiographiques étroitement nationales que les pièges des traditions disciplinaires, il me semble nécessaire de nous doter d'une *notion commune*, qui d'une part relègue au second plan la distinction canonique entre ville et village et d'autre part souligne la différence par rapport à l'organisation sociale de l'époque antérieure, celle de ce que certains nomment la *peasant society*, spatialisée autrement (*agri* 'à la mâconnaise', communautés de vallées pyrénéennes, etc.), structurée par des liens de parenté sans doute plus prégnants et adaptée à une relative stagnation matérielle. Jusqu'à ce que nous l'ayons fait collectivement, on pourra utiliser en ce sens le syntagme « communauté d'habitants médiévale ».

Il me semble également nécessaire de ne pas nous focaliser sur l'étude d'éléments qui paraissent constituer les communautés d'habitants médiévales (maisons ou feux, exploitations, communaux, paroisses ou cimetières, bornes, etc.), sans quoi nous nous noierons dans l'infinie variété des situations locales et parce que considérer qu'une communauté d'habitants est une combinaison de paysans ou artisans, lieux, communaux, cimetières, etc. ne peut que nous amener à une approche formaliste en même temps que substantialiste et institutionnelle. Inversement, il me semble qu'il faudrait plutôt se centrer sur la communauté d'habitants en tant que *combinaison de rapports sociaux*, dont nous sommes loin encore de connaître la liste complète – et *a fortiori* de comprendre chacun d'eux. Ce serait donc principalement sur des modes d'articulation de rapports sociaux particuliers qu'il nous faudrait travailler, par exemple les appartenances sociales multiples et les conflits qui en résultent ; l'articulation entre les rapports de parenté et les autres rapports sociaux au sein des communautés d'habitants ; l'appropriation des ressources du territoire concerné (en examinant soigneusement la signification sociale de l'élevage, qui est apparu à plusieurs reprises doté d'une place qui dépasse sa finalité matérielle).

Pour ce faire, plusieurs approches possibles ont été proposées : l'étude de situations intermédiaires et/ou de transition (p. ex. d'agglomérations à la limite entre le village et la ville) ; l'étude de situations dynamiques, c'est-à-dire de la communauté en action, que ce soit pour l'appropriation au sens large des ressources de son territoire, ou alors dans le cadre de conflits avec d'autres forces sociales ; l'étude de combinaisons locales de relations sociales, soit en reconstituant de manière micro-historique des ensembles locaux de relations sociales (dont les relations communautaires ne sont qu'une partie), soit en examinant les conflits engendrés par l'appartenance en même temps de chacun à plusieurs relations sociales ; l'étude du phénomène même d'« habiter », que ce soit de manière sémantique, archéologique, du point de vue de l'octroi de chartes de franchises ou de *fuegos*, de l'organisation des foyers, du voisinage, de l'identité spatiale, de l'organisation de la production, de l'articulation aux autres rapports sociaux, etc.

C'est précisément sur ce rapport social central, qui n'a jusqu'à présent jamais été envisagé en tant que tel et dont la connaissance constitue un impératif absolu pour notre propos, que portera la prochaine rencontre du groupe de travail sur la formation des communautés d'habitants médiévales, à l'automne 2005.